

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 rue Wéber
CS 52002
30900 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 30/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CC DE CEZE CEVENNES

Route d'Uzès
30500 Saint-Ambroix

Références : 2024-0
Code AIOT : 0018100013

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement CC DE CEZE CEVENNES implanté Lieu - dit Figeyrettes 30160 Bordezac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre d'une action régionale menée sur la thématique du captage du biogaz.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CC DE CEZE CEVENNES
- Lieu - dit Figeyrettes 30160 Bordezac
- Code AIOT : 0018100013
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral n° 2004-20 du 13 mai 2004, la Communauté de Communes Cévennes Actives a été autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets ménagers à Bordezac, lieu-dit «La Figeyrette», à proximité immédiate d'un centre d'enfouissement technique existant, autorisé par arrêté préfectoral du 17 février 1992.

L'installation, mise en service en 2009, présente les caractéristiques suivantes:

- superficie du terrain: 13 ha 86 a 70 ca,
- superficie de la zone à exploiter: 8 100 m² en 3 alvéoles de 2300, 2300 et 3500 m²,
- capacité totale de stockage: 71 000 m³ - 64 000 t,
- quantités annuelles apportées: 2 400 m³ - 2150 t,
- autorisation accordée jusqu'au 31 décembre 2034.

Suite à la réforme de l'intercommunalité, la communauté de communes Cévennes Actives a cessé d'exister le 1er janvier 2013, puis a été intégrée dans la communauté de communes de Céze Cévennes. Le changement d'exploitant a été autorisé par arrêté préfectoral n° 2014-02 du 6 janvier 2014.

L'origine géographique des déchets reste inchangée.

L'ISDND est mitoyenne d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI), dans le même périmètre de l'exploitation, exploitée par la communauté de communes et autorisée par arrêté préfectoral n° 2008-161-18 du 9 juin 2008 pris en application de l'article L 541-30-1 du code de l'environnement. Suite à la modification de la nomenclature des installations classées, cette ISDI est devenue une ICPE depuis le 1er janvier 2015.

L'exploitant a déclaré au cours du mois de septembre 2019 la création d'une installation de broyage de déchets verts relevant de la rubrique 2794 sous le régime de la Déclaration (supérieure ou égale à 5 t/j mais inférieur à 30 t/j).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 6

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'annexe "biogaz" du rapport de réexamen IED daté de juin 2024 indique des quantités de gaz récupérables pour une exploitation de casier « sans bioréacteur ». L'inspecteur invite l'exploitant à étudier les quantités récupérables avec un casier en mode bioréacteur, soit avec une couverture conforme à l'article 55 de l'arrêté du 15 février 2016.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositif de collecte de biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Cartographie des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Contrôle de la hauteur des lixiviats en fond de casier	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Bilan énergétique	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24-ter	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est tenu de garantir l'efficacité des dispositifs de collecte des lixiviats au niveau du casier en cours d'exploitation afin d'éviter que ces lixiviats ne s'écoulent dans le casier 3 (non exploité). Pour ce faire, l'exploitant doit mettre en place des actions permettant de s'assurer que les lixiviats accumulés en fond de casier soient bien collectés vers le bassin de stockage de lixiviats. Il dote en outre son site d'un moyen de mesure de la hauteur des lixiviats en fond de casier. Ces points font l'objet d'une mise en demeure avec des délais respectifs de 1 et 3 mois.

Le massif de déchet n'a pas été équipé, à l'avancement, de système de captage du biogaz. L'inspection demande la production d'un calendrier prévisionnel de mise en œuvre d'un tel système, basé sur les conclusions de l'étude pour la valorisation du biogaz de juin 2024, et selon le scénario retenu pour le déchargement des déchets dans le casier numéro 3. Plusieurs calendriers peuvent être produits dans le cas où l'exploitant ne serait pas en mesure d'arrêter un scénario unique.

La réflexion menée pour l'installation future du système de captage sera en outre nourrie par la cartographie des émissions diffuses, que l'exploitant fera réaliser conformément à l'article 21-IV de l'arrêté du 15 février 2016. Ce point fait l'objet d'une mise en demeure avec un délai de 6 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de collecte de biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de collecte de biogaz
Prescription contrôlée : I. L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets. Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci. Le dispositif de collecte et gestion du biogaz mentionné aux deux alinéas précédents est complété de manière à assurer la collecte du biogaz pendant toute la durée de la phase d'exploitation du casier. Ce dispositif est conçu et mis en place selon les modalités présentées dans le dossier de demande d'autorisation déposé en application de l'article « L. 512-1 » du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant mène actuellement une réflexion sur les modalités de déchargement des déchets qui

seront stockés dans le casier 3 en cours de finalisation. La date et les modalités de couverture (temporaire ou définitive) des casiers 1 et 2 ne sont donc pas fixées. Selon la solution retenue, cette couverture pourrait être mise en œuvre dès septembre 2025, et au plus tard en 2027, date prévisionnelle d'atteinte des capacités maximales de stockage. L'exploitant projette l'installation d'un système de collecte et éventuellement de valorisation, tel que proposé par son bureau d'étude dans l'annexe biogaz du dossier "réexamen IED" référencé SI TOU N°127 661 - A2PRIDBO et daté de juin 2024, en concomitance avec la réalisation de la couverture des casiers 1 et 2.

L'installation n'est pas équipée d'un dispositif de collecte du biogaz.
Ce fait constitue une non-conformité à l'article 12-I de l'arrêté du 15 février 2016.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la solution retenue (ou, dans l'attente d'une solution définitive, les éventuelles solutions envisagées) pour le déchargement des déchets destinés au casier 3, et établit un calendrier prévisionnel de mise en œuvre d'un système de captage du biogaz.

Dans le but d'affiner l'appréciation des relargages de biogaz par le massif de déchets, l'exploitant procède à la réalisation d'une cartographie des émissions diffuses au travers de la couverture temporaire ou définitive. Cette obligation fait l'objet d'un autre point de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Cartographie des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Cartographie des émissions diffuses

Prescription contrôlée :

IV. Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

Constats :

L'exploitant n'a jamais fait réaliser de cartographie des émissions diffuses de méthane au travers des couvertures temporaires.

Ce fait constitue une non-conformité à l'article 21-IV de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser une cartographie des émissions diffuses de méthane au travers des couvertures en place sur les casiers 1 et 2.

Cette cartographie participera à l'appréciation des besoins du site en collecte de biogaz.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Bilan énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24-ter
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité de biogaz valorisé
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend : i) Des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; ii) Des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; iii) Des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'établit pas de bilan de énergétique du fait de l'absence de production d'énergie. L'exploitant dispose des données de consommation.</p> <p>L'exploitant a fait réaliser une étude technico-économique sur l'opportunité de valoriser le biogaz dans le cadre du réexamen IED daté du 24/06/2024 effectué par un bureau d'étude spécialisé. Cette étude propose un scénario de valorisation sur la base des projections de production de biogaz sur l'ensemble des casiers. Elle conclut qu'une valorisation ne serait possible que sous forme de production électrique, et ce pour une durée de 2 ans. Les estimations du bureau d'étude détaillent en effet un déclin rapide de la quantité de biogaz les années suivantes.</p> <p>L'étude donne des quantités de gaz récupérables pour un mode d'exploitation sans bioréacteur. L'inspecteur invite l'exploitant à faire réexaminer ces quantités récupérables pour des casiers en mode bioréacteur, soit avec une couverture conforme à l'article 55 de l'arrêté du 15 février 2016. A minima, il convient de confirmer que le scénario décrit par l'étude intègre bien la configuration du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle de la hauteur des lixiviats en fond de casier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, pollution des eaux/du sol
Prescription contrôlée :

I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines.

II. [...]Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.

Constats :

L'inspecteur constate une accumulation de déchets en pied de massif au niveau de la diguette de séparation entre le casier 2 et 3 entraînant une accumulation de lixiviats constaté coté nord-ouest qui donne lieu à un épanchement dans le futur casier numéro 3.

Le fond du casier est visible dans le puits de contrôle implanté dans le casier 2, l'écoulement semble avoir une hauteur très faible. Cependant aucun dispositif ne permet de mesurer ou contrôler la hauteur de lixiviats.

Ces faits constituent des non-conformités à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Le puits de contrôle implanté dans le casier 2 a été abimé par un incendie. Sa partie aérienne en est désolidarisée et particulièrement mobile, elle ne permet pas de prévenir une chute dans le conduit. L'exploitant déclare que des travaux de réparation sont prévus dans le courant du mois d'avril 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour corriger les non-conformités :

- l'exploitant procède au nettoyage de la diguette de séparation entre le casier 2 et 3 et s'assure de la bonne collecte des lixiviats en pied de massif ;
- le site est doté d'un dispositif de contrôle de la hauteur des lixiviats en fond de casier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois